

Pourquoi SUD éducation ne participe pas en tant qu'organisation syndicale aux Assises Territoriales de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR)

Raison 1. Par le passé, nous avons connu ces grandes messes de pseudo-concertation dans les premier et second degrés (rapport Thélot 2005), et la politique de casse qui s'en est suivie. Cela avait permis d'occuper les syndicats et leurs militants, mais aussi d'étouffer le peu de velléités qui existaient suite aux luttes de 2003. Les résultats de ces concertations ? Plus de 80 000 postes supprimés dans l'Education Nationale, des pans entiers d'Education pour tous rasés (ex. RASED), l'Histoire & Géographie supprimé du programme de certaines terminales, formation des Maîtres, etc.

2. La politique souhaitée et choisie par le gouvernement transparait déjà dans les thèmes choisis :

- la recherche et l'enseignement au service des applications marchandes
- l'organisation par « territoire »

or à SUD, nous avons lutté et luttons toujours contre les PRES, IDEX, LABEX, etc. et contre ces délires de pseudo-"excellence" régionale au service de l'innovation qui ne sont qu'un cache-misère de la dégradation progressive que nous observons dans nos établissements.

3. Ces assises territoriales occultent de grands sujets tels que la dégradation galopante des conditions de travail, les statuts des personnels de l'ESR, la précarité croissante... La programmation d'un plan pluriannuel de recrutements de fonctionnaires d'Etat n'est même pas évoquée !!!

4. Nous avons à maintes reprises, comme lors des luttes de 2009, demandé la suppression de la LRU instituant une gestion libérale des universités ou, encore, l'évaluation-sanction des enseignants-chercheurs, mais aussi de toutes les autres catégories de personnels comme les BIATOSS. Ces sujets, pourtant fondamentaux pour les personnels, ne figurent pas non plus à l'ordre du jour de ces assises.

5. Dans ces assises ne sont pas non plus évoqués les dégâts provoqués par le processus de Bologne et la réforme LMD qui, sous prétexte d'harmonisation des diplômes au niveau européen, a conduit à la mise en place de la concurrence entre les universités et augmente encore plus les inégalités sociales entre étudiants

6. Quant au calendrier, ces assises territoriales doivent être terminées avant la mi-octobre 2012 ! Qu'espère le gouvernement à débattre aussi rapidement alors que ces problèmes sont récurrents depuis 10 ans ou plus (projet d'autonomie des universités, réforme LMD).

7. Toutes nos revendications sont publiques, nous les avons exprimées et elles sont consultables. Au niveau national, notre Fédération a rencontré le Ministre sur ces différents points. Au niveau des personnels, SUD EDUCATION a toujours défendu la tenue d'Assemblées Générales et la participation de toutes et tous aux évolutions de notre secteur. Ce n'est pas aujourd'hui que nous irons parader dans les salons nationaux ou régionaux sans mandat de nos collègues.

Evidemment si le gouvernement annonçait clairement, dans les prochains jours, l'abrogation des lois relatives à la LRU, la LOF (Loi Organique des Finances), l'ANR, l'AERES,... et programmait un plan de recrutement massif pour résorber la précarité (statuts précaires tant BIATOSS/ITA qu'enseignant/chercheur), nous pourrions reconsidérer notre position. En attendant, nous n'avons pas de temps à perdre pour danser devant des miroirs à alouette destinés, encore une fois, à leurrer la population en masquant les véritables problèmes de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dans notre pays mais, aussi, au niveau européen et international.

Le 27 septembre 2012